

Brochure n° 3049

**Convention collective nationale**

IDCC : 1557. – **COMMERCE DES ARTICLES  
DE SPORTS ET ÉQUIPEMENTS  
DE LOISIRS**  
**(14<sup>e</sup> édition. – Août 2004)**

---

**AVENANT DU 17 MARS 2005**  
**RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION**  
**NOR : ASET0550585M**  
**IDCC : 1557**

---

**Article 1<sup>er</sup>**

Les parties signataires confirment qu'une entreprise ou un établissement spécialisé dans le commerce des cycles relève de la convention collective du commerce des articles de sports et des équipements de loisirs, dès lors que le chiffre d'affaires de cette entreprise ou de cet établissement est réalisé majoritairement dans le commerce, la répartition ou la location de cycles non-motorisés.

**Article 2**

Le champ d'application de la convention collective du commerce des articles de sports et des équipements de loisirs, défini à son article 1<sup>er</sup>, est alors rédigé comme suit :

« La présente convention, conclue conformément à l'article L. 133-1 du livre I<sup>er</sup> du code du travail, règle, pour l'ensemble du territoire national et y compris les départements d'outre-mer, ainsi que pour les salariés détachés hors du territoire national, les rapports entre les salariés et les employeurs, de toute entreprise ou de tout établissement dont l'activité principale est le commerce, la réparation ou la location d'articles et d'équipements de sports et de loisirs.

Par articles de sport sont entendus tous produits, neufs ou d'occasion, destinés initialement à la pratique sportive et aux loisirs sportifs. Le commerce de vêtements et de chaussures, dits « de sport », est bien inclus dans ce domaine d'activité.

Le domaine d'activité inclut tout équipement accompagnant les loisirs sportifs ; il en est ainsi :

- des activités dites « de glisse » avec les pratiques sur eau (surf, ski nautique, planche à voile etc.), sur neige (ski, surf, etc.), sur air (parapente, deltaplane, parachute, etc.) ;
- des activités dites « de roulement » avec les pratiques sur terre ou sur route (roller, skate, cycle, etc.) ;
- des activités de randonnée, de campement, de pêche, de chasse ou de tir sportif ;
- des activités de gymnastique, de musculation, de remise en forme et d'arts martiaux ;
- et de toute activité sportive collective ou individuelle, d'intérieur ou d'extérieur.

Le domaine d'activité inclut également :

- les véhicules de loisirs habitables – camping-cars, caravanes, résidences mobiles et habitations légères de loisirs – remorques, accessoires et matériels de plein air liés à la pratique du camping.

En principe, les établissements soumis à cette convention se trouvent rattachés aux numéros de code NAF de l'INSEE 52.4 W et 50.1Z. Le code NAF n'a cependant qu'une valeur indicative et seule compte l'activité principale de l'établissement. »

### **Article 3**

Les signataires conviennent que cet accord ne sera applicable qu'à compter de la date de parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension. Dans l'attente de l'extension de cet accord, l'ancien champ d'application continue de s'appliquer.

### **Article 4**

Le présent texte sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives à l'expiration de la période de signature fixée du 17 au 31 mars 2005.

Il sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et au conseil de prud'hommes de Paris à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, décomptés à partir de la date de première présentation des lettres recommandées avec accusé de réception le notifiant.

Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent accord, dès connaissance du numéro du récépissé de dépôt délivré par la DDTEFP.

Fait à Paris, le 17 mars 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisations patronales :**

Fédération professionnelle des entreprises du sport et des loisirs (FPS) ;

Chambre syndicale nationale des distributeurs de véhicules de loisirs (DICA).

**Syndicats de salariés :**

Fédération des employés et cadres CGT-FO ;

Fédération des services CFDT ;

Fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

Fédération des syndicats, commerce, services et force de vente CFTC.